

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 9 juin 2023

Date de convocation : 2 juin/2023

Etaient présents : Philippe DANIEL, Clément BECKER, Romain MANGEOT, Catherine MENGEL Pierre SIMONIN, Dominique ANTOINE, Frédéric BORDY,

Etaient excusés : Emilie STEFAN (pouvoir à Romain MANGEOT), Régine COLLE (pouvoir à Frédéric BORDY), Daniel BILLIOTTE (pouvoir à Philippe DANIEL),

Secrétaire : Dominique ANTOINE

VALIDATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DU 8 AVRIL 2023

Le procès-verbal du conseil municipal du 8 avril 2023, n'appelle pas de remarque du conseil qui le valide à l'unanimité.

DESIGNATION DES DELEGUES POUR LES ELECTIONS SENATORIALES

Cf PV.

VENTE DE LA PARCELLE COMMUNALE À PETITE FIN À LA GAULE DOMBASLOISE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de céder la parcelle N°A0138 au lieu dit « petite fin » pour une superficie de 1485 ares au prix de deux mille trois cent soixante-seize euros (2 376€) à la Gaule Dombasloise et charge Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

MODIFICATION DES STATUTS DE LA CC3M : RETRAIT DE LA COMPETENCE EQUIPEMENTS CULTURELS

I. Le contexte intercommunal

Au sein des statuts de la CC3M, la compétence « équipements culturels » consiste en la gestion de la médiathèque Marie Marvingt sis Bayon.

Sur le territoire de la CC3M, il existe deux autres médiathèques qui sont gérées par la commune de Blainville sur l'Eau pour l'une, et par la commune de Gerbéviller pour la seconde, en sus de plusieurs autres bibliothèques, soit municipales, soit associatives.

La situation financière de la CC3M ne permet pas à ce jour de prendre en charge la gestion des 3 médiathèques du territoire.

En effet, depuis juillet 2022, l'exécutif réfléchit à des pistes de travail afin d'améliorer la situation financière de la collectivité de façon globale.

Après différentes réunions de la Commission des finances, des échanges en réunion de Bureau ainsi qu'en Conseil Communautaire, le Président propose de retirer la compétence « équipements culturels » des statuts de la CC3M, et ce à compter du 31 Décembre 2023.

II. La procédure pour modifier les statuts

Considérant l'article L. 5211-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui énonce que « *les compétences exercées par un établissement public de coopération intercommunale et dont le transfert à ce dernier n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive peuvent, à tout moment, être restituées à chacune de ses communes membres* ».

Considérant que « *Cette restitution est décidée par la prise de délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création* » de la communauté de communes (art. L. 5211-17-1 du code général des collectivités territoriales).

Considérant que l'accord doit être exprimé, en application de l'article L. 5211-5, II du code général des collectivités territoriales :

- « *Par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci* »,
- « *Ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.* »

Considérant que « *le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur la restitution proposée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.* » (Art. L. 5211-17-1 du code général des collectivités territoriales).

Considérant que la modification statutaire devra être prononcée par arrêté du préfet (*article L. 5211-17-1 du code général des collectivités territoriales*).

III. Les impacts de cette modification

Impact sur le bâtiment

La commune de Bayon est propriétaire du bâtiment accueillant la Médiathèque Marie Marvingt. Il est mis à disposition de la CC3M dans le cadre de l'exercice de la compétence « équipements culturels ». La CC3M rembourse à la commune de Bayon les charges de fonctionnement (2 454 € en 2022). Aucun emprunt n'est affecté à cette compétence.

Par conséquent, dans le cas où le retrait de la compétence au sein des statuts serait acceptée, la commune de Bayon aurait la jouissance exclusive du bâtiment à compter du 31 décembre 2023.

Impact sur les agents intervenants au sein de cette compétence

2 personnes effectuent des missions en lien avec la compétence « équipements culturels » : l'agent bibliothécaire et l'agent d'entretien. Les 2 agents ont le statut de fonctionnaire et ont été recrutés par l'intercommunalité.

- Le cas des fonctionnaires recrutés par la communauté et qui sont chargés, pour une partie de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence doivent recevoir une affectation au sein de la communauté correspondant à leur grade ou niveau de responsabilité. (Agent d'entretien)
- Le cas des fonctionnaires, recrutés par la communauté, chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence voient leur répartition décidée d'un commun accord par convention conclue entre la communauté et ses communes membres. Cette convention est soumise pour avis aux comités sociaux territoriaux placés auprès de la communauté et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents concernés. (Agent bibliothécaire)

A défaut d'accord sur les conditions de répartition des personnels dans un délai de 3 mois à compter de la restitution des compétences, le préfet fixe cette répartition par arrêté (CE, 11 décembre 2020, n°444762).

Les fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires concernés sont transférés aux communes en application de la convention ou de l'arrêté de répartition dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Lors des différentes réunions, la commune de Bayon a indiqué qu'elle ne souhaitait pas reprendre les agents affectés à cette compétence. Le Président propose donc de conserver au sein des effectifs les deux agents concernés.

Vu les articles L. 5211-17-1 et L. 5211-5, II du code général des collectivités territoriales relatifs à l'exercice des compétences et aux modalités de modification de celles-ci,

Vu les statuts de la CC3M, et notamment la Compétence n°5 relative à la « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération prise en Conseil Communautaire du 10 Mai 2023 relatif à la modification des statuts de la CC3M pour le retrait des équipements culturels,

Considérant que ce retrait de compétences suppose, conformément aux dispositions de l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales, une délibération du Conseil communautaire, ainsi qu'une délibération concordante des Conseils Municipaux des communes membres et in fine un arrêté préfectoral constatant l'extension de ses compétences ;

Considérant qu'il appartient aux Conseils municipaux de se prononcer sur cette modification de compétence, dans les conditions de majorité de création de la Communauté de Communes, à savoir :

- deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci,
- ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes comptant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre les conseils municipaux des communes dont la population totale est supérieure au quart de la population totale concernée.

Considérant que le délai imparti à la commune pour délibérer est de trois mois à compter de la date de notification de la délibération du Conseil de la Communauté et qu'à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable ;

Considérant l'exposé de Monsieur le Maire ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir :

- **ACCEPTER ou REFUSER** la modification des statuts de la CC3M, et notamment la Compétence n°5 en retirant de celui-ci la notion « équipements culturels » au 31 décembre 2023. La compétence n°5 serait ainsi intitulée « *Construction, entretien et fonctionnement*

d'équipements sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire »

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accepter la modification des statuts de la CC3M, et notamment la Compétence n°5 en retirant la notion « équipements culturels » au 31 décembre 2023.

ACHAT TERRAIN INDIVISION VAUTRIN

Dans le cadre de la vente de la parcelle C n°893 appartenant à l'indivision VAUTRIN, la surface totale de 902 m² doit être divisée en 3 parcelles :

- N° 998 de 425m² : rattachée à la propriété voisine
- N°997 de 463 m² : vendue par une des indivisions Vautrin
- N° 999 de 36 m² : cédée à titre gracieux à la commune de Vigneulles
- 22 m² d'écart correspondent à une erreur cadastrale

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, valide les modalités de cette cession et autorise le maire à signer tous les documents nécessaires.

METROPOLE DU GRAND NANCY : CONVENTION DE SERVITUDE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le projet de servitude proposé par la Métropole du Grand Nancy, en date du 14 avril 2023, dans le cadre du nouveau captage d'eau dans la Meurthe et autorise le Maire à signer tous documents se rapportant à ce projet.

ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE :

PROPOSITION DE MOTION DE SOUTIEN A MONSIEUR EDOUARD BABEL ET AUX ELUS

Le maire propose aux membres du Conseil une motion de soutien au Maire de Magnières, Edouard BABEL victime de violence dans la nuit du 3 au 4 juin 2023.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du maire, à l'unanimité, apporte son soutien à Monsieur Edouard BABEL et aux élus victimes de violences et valide la proposition de motion présentée et jointe.

Affaires diverses :

- La commune achètera d'une tondeuse qui servira et à la vigne et au cimetière (valeur entre 700 et 1 000 €).
- L'association des vigneron de Vigneulles a également fait une demande pour installer une table de pique-nique. Le devis de la société Rollin de 675.60 € HT est validé par le conseil.